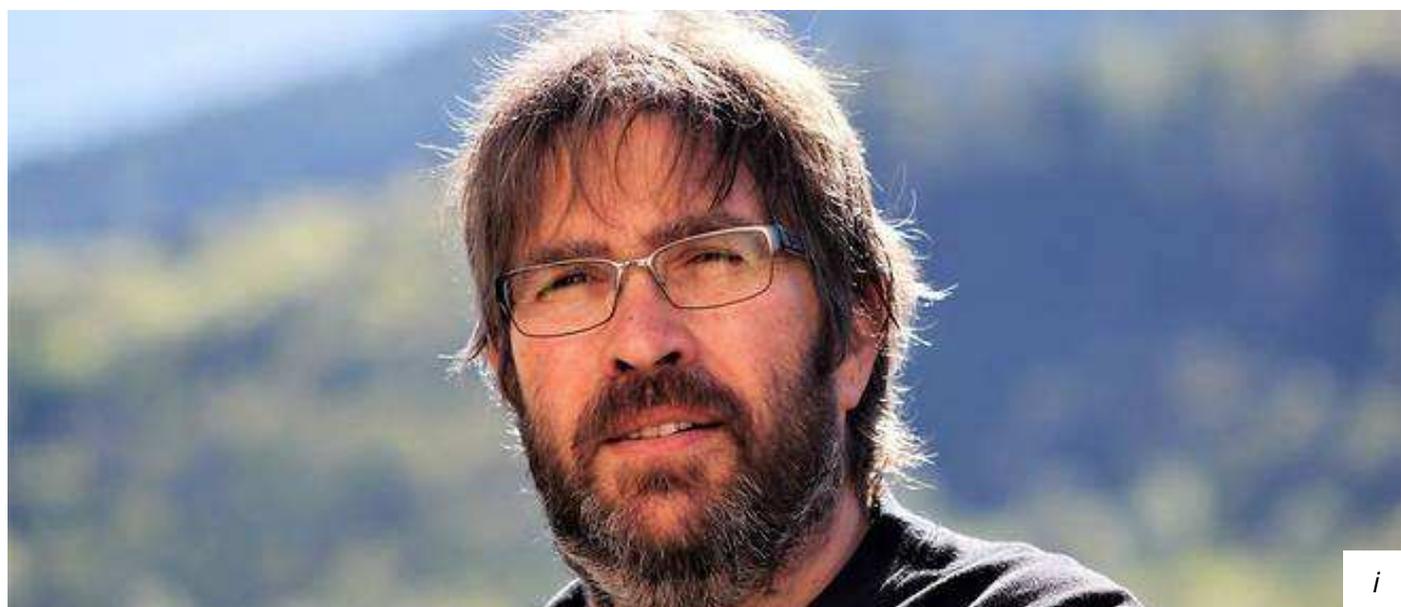


Agribashing : « Quand la terre se tait »

TRIBUNE. Ancienne figure catalane de la résistance paysanne, l'écrivain Jean-Paul Pelras dénonce ces néoruraux qui fantasment une campagne de carte postale.

Jean-Paul Pelras

Publié le 30/01/2020 à 14:50 | Le Point.fr



Alors que les plaintes de « néoruraux » contre le chant des coqs, les invasions de mouches ou l'odeur des étables se multiplient, une proposition de loi UDI-Agir pour protéger le « patrimoine sensoriel » des campagnes sera débattue ce jeudi à l'Assemblée nationale.

Les voici donc, débarquant par milliers depuis quelques années dans nos campagnes où ils viennent « se ressourcer ». Par amour de la vieille pierre, à cause du calme, du bon air, ou parce qu'ils ont hérité de la ferme du pépé, ils ont choisi de s'installer au hameau... Celui où, une fois par an, ils ramassaient les têtards dans le lavoir et passaient, quand arrivait le temps des moissons, la paille au cul des grillons.

Ambassadeurs des légumes oubliés, du brunch champêtre, de la piste cyclable et du covotage, ils ont une conception de la campagne formatée selon leurs

exigences. Avec des critères bien précis qui excluent la mouche, la cloche, la bouse, le chant des grenouilles, celui du coq et la présence du troupeau sur la petite route départementale. Déplacement traditionnel et probablement multiséculaire qui, depuis quelque temps, vaut aux paysans de faction d'être convoqués par les gardes du cardinal de service pour entrave à la circulation.

Lire aussi Coqs, canards, cloches... Qui en veut aux bruits de la campagne ?

Et pourtant, après avoir monté deux mètres de parpaings autour de leurs propriétés, installé leurs digicodes et fait pisser, en oubliant de refermer l'enclos, leurs labradors dans le champ voisin, ces nouveaux venus s'empressent d'adhérer aux petites associations locales pour montrer qu'ils savent s'intégrer. Ensuite, car il faut bien marquer son territoire, ils érigent les dogmes qui contestent les usages locaux. Soi-disant bardés de diplômes qui leur ont permis d'en arriver là sans que l'on sache vraiment d'où ils sont partis, ils jettent leur dévolu sur ces coins de campagne retranchés où l'autochtone demeure sympathique tant qu'il vous laisse une douzaine d'œufs et un panier de champignons sur le palier. En revanche, dès qu'il démarre le tracteur, les relations se gâtent, à cause du bruit, de la fumée, de la terre qu'il laisse sur le chemin ou du purin qui tombe de la tonne à lisier.

Les voilà donc qui préfèrent le « dialogue des civilisations » aux conversations du bistrot du coin, qui ont forcément un avis sur cette curiosité ethnologique que constitue la paysannerie française. Un peu comme si, dans nos campagnes, nous n'étions pas suffisamment qualifiés pour exprimer nos opinions. Un peu comme si nous étions condamnés à évoquer notre histoire et notre quotidien uniquement par procuration. Oui, les voilà, pitoyables marchands de raisonnements, qui viennent dicter leurs règles parce qu'ils payent une taxe foncière, parce qu'ils contribuent soi-disant à juguler l'exode rural, parce qu'ils ont donné trois sous pour retaper le vieux presbytère ou, tout simplement, car ils siègent désormais au conseil municipal. Voilà comment, par défaut probablement, nos campagnes ont troqué des paysans et des artisans qui savaient entretenir les ruisseaux, remonter les murettes, ouvrir les chemins et faire vivre tout un pays contre les promoteurs de la station d'épuration en bambou, du repas végétarien obligatoire et de l'extinction des lampadaires après 10 heures du soir.

Lire aussi Les agriculteurs, ces nouveaux pestiférés

Oui, nous en sommes là dans ces campagnes où les trottoirs ont été refaits, mais où il n'y a plus personne pour les emprunter car les commerces ont fermé

là où l'on ne peut plus stationner sur la rue principale. Pendant ce temps, certains se demandent pourquoi les rivières débordent au bord de ces champs que le paysan a dû abandonner car plus personne ne l'écoute, car il ne parvient plus à vivre de son métier, au bord de ce cours d'eau où il ne peut même plus descendre pour retirer un embâcle à cause de la nidification des oiseaux, au bord de ce lotissement où le béton a remplacé la terre qui nourrissait les hommes et les empêchait de se noyer.

Le monde rural tel que nous l'avons connu, avec des enfants qui couraient dans l'odeur des foins coupés, avec des paysans qui discutaient sous la lumière jaune d'une cuisine de campagne, avec des gens qui retournaient leur assiette pour manger le fromage à la fin du repas et se servaient du manche de la fourchette pour remuer le café, c'est celui où beaucoup sont venus s'installer parce qu'ils l'ont idéalisé. Sans savoir, comme l'écrivait ailleurs Rimbaud, qu'il s'agissait aussi d'une « dure réalité à étreindre ».

Et puis, comme ils ne sont pas parvenus à s'adapter, ils ont décidé qu'il fallait tout « aseptiser ». Sans savoir, car, au bout du compte, ils ne savent pas grand-chose, qu'un pays disparaît quand le coq ne peut plus chanter, quand les paysans s'en vont, quand les machines s'arrêtent, quand la terre se tait.

*Jean-Paul Pelras est écrivain, ancien syndicaliste agricole et journaliste. Né en 1963 à Perpignan, il fut longtemps maraîcher. Incarcéré pendant quatorze jours dans les années 1990 à la suite d'une manifestation qui visait à dénoncer les importations en provenance d'Espagne, son engagement passionné au service du monde paysan n'a jamais faibli. Rédacteur en chef du journal « L'Agri » des Pyrénées-Orientales et de l'Aude, il est l'auteur d'une vingtaine d'essais, de nouvelles et de romans, lauréat du prix Méditerranée Roussillon pour « Un meurtre pour mémoire » et du prix Alfred Sauvy pour « Le Vieux Garçon ». Son dernier ouvrage, « *Le Journaliste et le Paysan* », est paru aux éditions Talala en novembre 2018.

SOCIÉTÉ

DÉBATS